

# Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21851 - 81ÈME ANNÉE

**Jeux des îles 2027 : des menaces de boycott. La Réunion ne doit pas être complice d'opposants au succès des Jeux des îles aux Comores**

**La Réunion soit oeuvrer au succès des Jeux des îles aux Comores**



Les Jeux des îles de l'océan Indien auront lieu aux Comores en 2027, la construction des infrastructures nécessaires et en bonne voie pour respecter le calendrier prévu. Cette bonne nouvelle ne fait pas que des heureux, notamment dans la classe dominante de Mayotte au pouvoir à Mamojo. Malheureusement, des Réunionnais jouent les complices en menaçant d'un boycott au prétexte d'épreuves pas au goût de responsables à La Réunion. Une telle éventualité ruinerait tous les efforts faits pour enlever à La Réunion l'image de « colonie colonisatrice » et de « porte-avions de l'Occident en Afrique australe » afin de favoriser son intégration dans sa région où se situe son avenir. Elle ramènerait La Réunion 50 ans en arrière, quand elle était infréquentable car utilisée pour aider le régime d'apartheid en Afrique du Sud et les coups d'État aux Comores.

des Comores, une « élite » politique à Mayotte entretient un climat tendu autour de la place de l'île dans la région. Les Jeux des îles de l'océan Indien (JIOI) de 2027, attribués à l'Union des Comores, sont instrumentalisés par la classe au pouvoir à Mamojo pour cristalliser à nouveau ces tensions.

## Une domination politique contestée

À Mayotte, une classe dirigeante s'est maintenue au pouvoir depuis 1975 en attisant des sentiments anti-comoriens et en cultivant un racisme visant les habitants dépourvus de nationalité européenne. Ce climat raciste a favorisé l'implantation de l'extrême droite : le Rassemblement national a réussi à faire élire un député sur l'île.

Depuis cinquante ans, date du retour à l'indépendance

Parallèlement, l'insécurité pousse de nombreux fonctionnaires à quitter Mayotte, malgré les avantages financiers liés à leur sur-rémunération qui les place parmi les catégories sociales les plus aisées dans ce territoire de culture swahilie.

## Mayotte et la COI : affaire sensible

Un représentant de cette classe au pouvoir à Mamajo a pesé dans le refus par l'Assemblée nationale française de ratifier un nouveau traité de la Commission de l'océan Indien (COI). Le motif invoqué : Mayotte, île comorienne administrée par la France mais revendiquée par les Comores, n'est pas membre de plein droit de l'organisation régionale. Cette décision a eu pour effet de pénaliser l'ensemble des pays de la zone.

## Jeux des îles : un dossier explosif

La même classe politique a refusé que certaines épreuves des Jeux des îles de 2027 se déroulent à Mayotte, bien que cela aurait représenté une opportunité économique et sociale majeure pour l'île. Le prétexte avancé : la proposition venait des Comores, à qui l'organisation a été confiée. Plus récemment, lors des Jeux de la Jeunesse de l'océan Indien, une polémique a éclaté autour de la délégation mahoraise. Conformément à la Charte des Jeux, Mayotte doit concourir sous bannière neutre — sans drapeau ni hymne propres, puisque l'île fait l'objet d'un différend territorial entre États. Or, aux Seychelles, la présence de symboles de la République française sur les tenues de la délégation a suscité de vives protestations. Paris a dû respecter le règlement, déclenchant l'ire de certains responsables politiques mahorais.

## Risque de boycott réunionnais

La participation de Mayotte aux JIOI 2027 à Moroni reste un sujet sensible. À La Réunion, le Comité régional olympique et sportif a évoqué l'hypothèse d'un boycott si les organisateurs comoriens ne modifiaient pas le programme

pour répondre aux attentes réunionnaises. cela irait dans le sens des intérêts de la classe au pouvoir à Mamajo.

Un tel scénario raviverait les critiques anciennes sur l'image de La Réunion comme « colonie colonisatrice » ou « porte-avions de l'Occident » dans la région. En 2015 déjà, lors des Jeux organisés sur l'île, un incident diplomatique majeur avait éclaté : la délégation mahoraise avait défilé derrière le drapeau français, entraînant le retrait immédiat de celle des Comores. Malheureusement, il se trouvait des Réunionnais qui brandissaient le drapeau français et chantaient l'hymne français quand des Mahorais montaient sur le podium.

## Des tensions héritées du passé

Ces événements réveillent de douloureux souvenirs. Outre les tensions diplomatiques, les Jeux de 2015 avaient été marqués par des incidents graves, notamment des agressions subies par des sportives malgaches à Saint-Denis, renforçant l'image d'un territoire peu respectueux de ses voisins.

Un éventuel boycott des Jeux de 2027 viendrait compromettre les efforts déployés pour rapprocher La Réunion de son environnement régional et tourner la page d'un passé marqué par la guerre froide, où notre île était utilisée pour soutenir l'apartheid sud-africain, ouverture d'un consulat du régime raciste, et les coups d'État aux Comores.

## Un appel à la responsabilité

Au moment où les Jeux des îles de l'océan Indien devraient être une fête du sport et de la fraternité régionale, des tensions politiques venues de Mamajo menacent. Le bon sens appelle les acteurs politiques et sportifs de La Réunion et de Mayotte à ne pas se rendre complices de divisions héritées du passé et à œuvrer pour le succès de l'édition 2027 aux Comores.

**M.M.**

## Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés  
81e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud  
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau  
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland  
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail

:journal.temoignages@gmail.com

SITE web : www.temoignages.re

Publicité :journal.temoignages@gmail.com

CPPAP : 0916Y92433

# La guerre de Trump dans laquelle La Réunion est impliquée

**Le 31 août 2025, le Premier Ministre indien, Narendra Modi, participe au sommet annuel de l'OCS (Organisation de Coopération Shanghai), à Tianjin (Chine). En marge du Sommet, une rencontre bilatérale est prévue avec Xi Jinping. Dans un message écrit sur X, le dirigeant indien note que « des relations stables, prévisibles et constructives entre l'Inde et la Chine contribueront de manière significative à la paix et à la prospérité régionales et mondiales ». Poutine sera également présent. Il participe au défilé militaire de la Chine pour commémorer la victoire patriotique sur le fascisme japonais, lors de la 2e guerre mondiale.**

Cet événement sera mis en balance avec la guerre commerciale unilatérale menée par Trump et toutes les tentatives de bloquer le développement de la Chine. Globalement, c'est l'échec de « la stratégie indopacifique » initiée par les pays occidentaux et l'Otan qui repose sur l'exacerbation des divisions entre l'Inde et la Chine. Déjà, l'an dernier, en octobre, la veille du sommet des BRICS, à Kazan (Russie), Xi et Modi ont créé la surprise en annonçant la fin de la confrontation frontalière par la co-gestion de la partie contestée. Sans nul doute, ils feront un bilan positif des avancées obtenues depuis 10 mois.

Le contraste est saisissant avec la politique des États-Unis et celle des puissances européennes, empiétrées dans leurs guerres infinies, nostalgiques d'une époque impériale. Ils ont pillé l'Inde, provoqué la famine et divisé son territoire. Ils ont fait la guerre à la Chine pour ouvrir ses ports au commerce de l'opium et ils se sont installés à demeure. L'Inde et la Chine étaient 2 puissances commerciales avant la colonisation. Devant la résistance des pays en développement, les États-Unis disposent encore de 750 bases militaires réparties dans le monde et ainsi que l'OTAN, la seule coalition militaire active. Ils se font la guerre entre eux jusqu'à l'insulte. En 2023, Trump accuse Macron de « lécher le cul » du président chinois. En 2025, c'est un « ami ». Il l'aime jusqu'à l'os !

Dans ce contexte, c'est une aberration de positionner La Réunion comme une base militaire dans une stratégie indopacifique totalement formelle. On bavarde sur l'indo-pacifique et on se fait plaisir, avec l'argent public qui finit dans des voyages et de petits fours. Macron est venu à La Réunion pour concrétiser cette ligne politique. L'Institut des Hautes Études de la Défense Nationale (IHEDN) est à la manœuvre. Des universitaires se prêtent au jeu mais surtout des

collectivités et leurs élu-es. En décembre dernier, la directrice de recherche à l'IRIS, co-responsable du programme Asie-Pacifique, directrice de l'Observatoire géopolitique de l'Indo-Pacifique, Marianne Péron-Doise écrit « L'Indo-Pacifique a constitué une priorité incontestable de la première présidence de Donald Trump. C'est en effet ce dernier qui avait, avec une certaine prescience, adopté cette terminologie proposée par le Premier ministre japonais de l'époque, Shinzo Abe, pour en faire l'épicentre de la politique étrangère des États-Unis et d'un discours très anti-chinois. »

Une question se pose. Depuis quand les Réunionnaises et les Réunionnais ont été consultés sur ces dangers stratégiques pour La Réunion, au point de nous aligner sur les élucubrations des États-Unis et des Européens vis-à-vis de la Chine ? L'hypocrisie de la bien-pensance est telle qu'on trouve normal d'offrir une place d'observateur à la Chine dans la Commission de l'Océan Indien pendant que La Réunion n'a pas le droit de signer des accords de coopérations régionales avec ses voisins. La stratégie gagnante pour La Réunion est de signer des accords de développement tous azimuts, gage de tranquillité et de paix. Suivez l'actualité et les décisions de l'OCS, c'est l'exemple d'un voisinage en construction où vit la moitié de la population mondiale qui ont, eux-aussi, des besoins primaires comme nous. Et nous, nous n'avons même pas un million d'habitants à nourrir.

**Ary Yee Chong TCHI KAN**

# Oté

**Si wi koné pa oussa wi sava, kalkil in pé oussa wi sorte !**

Mézami, zordi mi anprète in pé bann z'afrikin inn an parmi zot provèrb pou anparl in pé dsi lo shomin noute kiltir rényonèz épi noute lang kréol la fé dopi in vintène z'ané. Pars ni pé dir noute lang kréol épi noute kiltir la fé in bonpé pa dann shomin zot rokonéssans konm lang épi konm kiltir noute Pèp Rényoné.

Kissoi bann z'ofissyèl k'i rokoné noute kiltir épi noute lang i doi pran la plass k'i mérite ali dann la formassion noute bann marmaye, épi dann la rokonéssans noute kiltir épi noute kiltir épi nout lang konm lang épi kiltir d'in pèp rényoné : kan in miniss la républik i parl noute lang épi noute kiltir ni pé mèm mazine nou lé angajé dann in bon shomin an téori pars an pratik néna ankor bokou pou fér.

Parèye kan ni antann bann sindika l'édikassion nassyonal, épi lé roprézantan bann paran d'zélèv, nou bann militan kiltirèl ni di an nou-mèm nou la fé plizyèr pa an avan pou mète anlèr noute kiltir épi noute lang...Mèm bann politik i done anou léspoir oir noute kiltir épi noute lang okipe la plass i mérite .

Alor pou kossa mazine oussa nou lété yèr pou kalkil oussa ni sava domin ?

Pars ni koné pa bien bann konvèrti épi la fors zot konvikssion. Ni koné lé n'ote, é ni koné ossi koman lété dir trape noute shomin, ni pé dir zordi galizé....Mé ni antan dir tèl plass-tèl plass, dann tèl Lissé osinonsa dann tèl kolèz lé shoz i spass pa konm ni voudré . Ni konstate dann la vré vi ofissyèl néna ankor in gran dékalaz rante la téori épi la pratik.

Yèr dann télé mi antan in madam apré ésplikè in prézidante l'assossyasion bann paran d'zélèv, partizan lo kréol dann lékol, koman kan èl lé parti an franss la mètrèss téi done aèl la résponssabilité koriz bann fote lortograf épi la gramèr bann ti zorèye téi fé -toussa pou dir langajman lékol dann kréol lé pa néssèssèr pou la réissite bann zanfan noute péi. L'èrla mi di dann mon kèr bann vyé zidé lé la, é kissa i pé dir si zot lé pa ankor vivan ?

Rapèl bann konba nou l'amenn yèr,pou ranporte bann viktoir domin.A bon antandèr,salu !

*Justin*